

SOCIAL

Ni Pauvres Ni Soumis

La lutte continue

Le collectif inter-associatif poursuit ses actions pour l'obtention d'un revenu minimum décent pour les personnes handicapées. Et le mouvement risque de s'intensifier en septembre prochain si les promesses du gouvernement ne sont pas tenues. Le point en région Midi-Pyrénées.

Ils étaient une douzaine le 13 juillet dernier en plein cœur de Toulouse pour tenter de se faire entendre à l'occasion du passage de la caravane du Tour de France. Une douzaine de personnes en fauteuil, représentant le collectif Ni Pauvres Ni Soumis (NPNS), revendiquant un revenu minimum indexé sur le SMIC brut ; une action qui n'a pas vraiment plu aux forces de l'ordre. Sur une vidéo disponible sur le site Dailymotion, on peut facilement constater que les policiers n'y sont pas allés de main morte avec les militants non-valides. Yannick Martin, membre du NPNS, a participé à la manifestation : *«Ce ne fut pas violent mais brutal. De plus, la police n'a pas demandé à la préfecture la conduite à tenir vis-à-vis de nous. Ils ont pris l'initiative de nous arrêter, quitte à faire tomber les gens des fauteuils.»* Fondé au début de l'année, le collectif Ni Pauvres Ni Soumis regroupe environ

80 associations dont la revendication commune reste la question des revenus des personnes handicapées ou victimes d'une maladie invalidante. A Toulouse, le collectif compte plusieurs milliers de membres issus d'une quarantaine d'associations. Le leitmotiv reste le même : sortir de la logique allocative et mettre en place un revenu d'existence égal au SMIC brut. Yannick Martin a perdu l'usage de ses jambes suite à un accident et connaît aujourd'hui les plus grandes difficultés à joindre les deux bouts : *«Aujourd'hui, l'allocation aux adultes handicapés qui ne travaillent pas est de 628 € par mois, soit bien en-dessous du seuil de pauvreté estimé à 810 €. Nicolas Sarkozy a promis d'augmenter ce revenu de 25 % jusqu'en 2012. Pour l'instant, il ne l'a augmenté que de 1,1 %, soit 6,83 € par mois !»*

LE JOURNAL DE L'ECONOMIE



Un chèque à l'ordre de Sarkozy

Afin de montrer leur mécontentement, les membres du collectif déposent chaque mois depuis février dernier à la préfecture de Haute-Garonne, un chèque équivalent à 6,83 € à l'ordre de Nicolas Sarkozy : «*On nous le renvoie à chaque fois avec un petit mot précisant que le handicap reste une priorité du gouvernement.*» Les NPNS ne voient pas les choses de la même façon et multiplient les actions comme les blocages de périphériques, les occupations ou les campements. Mais, attention, les militants ne sont pas contre le retour à l'emploi : «*Nous avons des difficultés à trouver du travail car beaucoup d'entreprises préfèrent payer des cotisations au lieu d'embaucher des personnes handicapées comme l'oblige la loi. Nous savons que beaucoup de travailleurs pauvres valides sont dans le même cas que nous financièrement. Mais nous nous battons car si demain la France connaît le plein emploi, il y aura toujours des personnes handicapées qui resteront sans travail. Et il ne faut pas oublier que la situation de handicap peut arriver à n'importe qui*», explique Yannick Martin.

A Toulouse, l'attente...

Si le collectif NPNS milite pour un revenu minimum, les diverses associations désirent également que la citoyenneté des personnes handicapées soit

pleinement reconnue : «*Nous entendons par là que les lieux de vie sociale soient adaptés aux non-valides. A Toulouse, je ne peux accéder à un guichet à La Poste du Capitole, refaite à neuf sans un centime déboursé pour les personnes handicapées. Je ne peux pas visiter le Musée des Augustins, circuler normalement dans les rues ou prendre certains bus. Nous aurions aimé que les députés de Haute-Garonne, tous socialistes, prennent leur responsabilité et s'expriment sur nos revendications*», déplore Yannick Martin. A Toulouse même, les militants des divers groupes associatifs attendent toujours un signe de Pierre Cohen qui avait promis lors de sa campagne municipale qu'une réunion tripartite entre la municipalité, La Poste du Capitole et les associations serait organisée rapidement afin de régler le problème d'accessibilité à ce service public. «*Nous avons rendez-vous le 29 juillet prochain avec Nicole Dedeбат, adjointe au maire chargée des handicaps. Nous verrons bien...*» Mais, sur le plan local ou national, les Ni Pauvres Ni Soumis continue la lutte et préviennent : «*Le Président de la République nous a promis une augmentation en septembre prochain. Nous attendons mais si cela n'est pas fait, le ton se durcira. Nous sommes déterminés et on en crèvera peut-être mais, au moins, on se sera fait entendre !*»

Sophie Orus

